



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

N° DE MARCHÉ :

2	0	2	5	-	0	0	8
---	---	---	---	---	---	---	---

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(CCP)

OBJET : PRESTATIONS DE SERVICE POUR L'ENTRETIEN DES JARDINS ET DES ESPACES VERTS EXTÉRIEURS DE L'ÉTABLISSEMENT POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

TITULAIRE :

Le présent CCP comporte dix-sept (17) pages (hors annexe).

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

AQUARIUM TROPICAL

293, avenue Daumesnil • 75012 Paris • T + 33 1 53 59 58 60 • F+ 33 1 53 59 58 66 • palais-portedoree.fr

SIRET 130 002 728 00017 • APE 9103 Z

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATION DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS À RÉALISER ET CONDITIONS DE LEUR RÉALISATION

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

ARTICLE 8 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

ARTICLE 11 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 13 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

ARTICLE 15 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

ARTICLE 16 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

ARTICLE 17 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

ARTICLE 18 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ANNEXE : PLANS DES JARDINS, ESPACES VERTS ET PLANTATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire la réalisation de prestations de service pour l'entretien des jardins et des espaces verts extérieurs de l'Établissement pour répondre aux besoins de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement »).

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

2.1 – Pour l'Établissement

La responsabilité technique du suivi d'exécution du présent marché est assurée par la Direction du monument historique, de l'immobilier et de la sécurité représentée par Monsieur Christophe BO-GAERT, chef du service de l'immobilier et de la maintenance (☎ : 01 44 74 85 22 – christophe.bo-gaert@palais-portedoree.fr).

2.2 – Pour le titulaire

2.2.1 – Désignation du responsable

Dès la notification du marché (et dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires à compter de cette notification), le titulaire du présent marché s'engage à désigner et communiquer à l'Établissement les coordonnées (en particulier le nom, un numéro de téléphone et une adresse de courriel) d'une personne physique spécifiquement chargée du suivi de l'exécution des prestations relevant du présent marché. Cette personne sera également chargée de représenter le titulaire auprès de l'Établissement pendant toute la durée d'exécution du marché.

Ce responsable sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exécution des prestations. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, oralement et par écrit, de tout incident survenu durant l'exécution des prestations.

Ce responsable sera placé sous l'autorité administrative du représentant de l'Établissement visé au point 2.1 ci-dessus et sous l'autorité hiérarchique unique et exclusive du titulaire, en sa qualité d'employeur.

En outre, ce responsable assurera la coordination, la gestion et l'organisation des prestations objet du présent marché ainsi que le contrôle de la qualité de réalisation de celles-ci.

Enfin, il sera tenu de notifier sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteront :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire,
- À la forme juridique sous laquelle le titulaire exerce son activité,
- À la raison sociale ou à la dénomination du titulaire,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Aux renseignements que le titulaire a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Aux éventuels décisions et jugements de placement de la société du titulaire en redressement ou liquidation judiciaire,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de sa société pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.2.2 – Remplacement

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, en cas d'absence du responsable technique, le titulaire désignera dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, par écrit, une autre personne physique pour le remplacer, de qualification identique.

L'Établissement aura la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé dans un délai maximum de quinze (15) jours après sa désignation. Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer un autre remplaçant, dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

L'absence de désignation d'un responsable technique par le titulaire dans les délais visés au présent article 2.2 sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATION DU MARCHÉ

3.1 – Durée du marché

3.1.1. Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire, pour une durée ferme totale de quarante-huit (48) mois.

3.1.2. Un marché de prestations similaires pourra être passé par l'Établissement avec le titulaire sans nouvelle mise en concurrence dans les conditions fixées à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique. En vertu des dispositions de cet article, ce nouveau marché ne pourra être conclu avec le titulaire que dans une période de trois (3) ans à compter de la date de notification du présent marché au titulaire.

3.1.3. Le présent marché pourra être dénoncé à tout moment par l'Établissement, sur décision motivée et notifiée au titulaire, en respectant un délai de préavis de quatre (4) mois.

3.2 – Modification du marché

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, soit lorsque :

- Les modifications seront prévues dans les documents du présent marché ;
- Des travaux, fournitures ou services supplémentaires seront devenus nécessaires ;
- Les modifications seront rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substituera au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne seront pas substantielles ;
- Les modifications seront de faible montant.

La ou les modifications seront à formaliser par voie d'avenant signé entre les parties.

Il est d'ores et déjà entendu que des modifications du marché seront susceptibles d'intervenir (sans que le titulaire ne puisse s'y opposer) en raison du fait d'intempéries ou de toutes contraintes liées aux conditions météorologiques.

ARTICLE 4 : DESCRIPTION ET CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

Le présent marché dont l'exécution est confiée au titulaire emporte une exclusivité au profit de ce dernier. Le titulaire supporte par ailleurs une obligation de résultat pour l'exécution des prestations.

4.1 – Description et lieux d'exécution des prestations à réaliser

Les prestations objet du marché concernent l'entretien du jardin, des plantations des massifs plantés, ainsi que l'entretien des abords extérieurs du bâtiment. Ces espaces, d'une surface d'environ 4 500 m², comprennent le périmètre à l'intérieur de l'enceinte du bâtiment (c'est-à-dire à l'intérieur des grilles situées en limite de propriété), ainsi que la bande de terre plantée située entre le trottoir et les grilles de l'avenue Daumesnil.

Les prestations récurrentes à réaliser par le titulaire, relevant de la part forfaitaire du marché, sont les suivantes :

4.1.1 – Entretien des abords et des surfaces minérales

L'entretien des abords et des surfaces minérales comprend la réalisation par le titulaire des prestations suivantes :

- Désherbage des zones minérales,
- Nettoyage par balayage, ratissage ou par souffleur thermique (les caniveaux et rigoles d'évacuation des eaux de pluie devront être systématiquement nettoyés par le titulaire afin d'éviter leur obstruction),
- Ramassage des feuilles mortes répandues sur les surfaces minérales, qui seront recyclées en paillage dans les parterres de proximité pour enrichir les sols (au moins deux fois par mois, entre octobre et décembre),
- Nettoyage et balayage des surfaces dures et en sable compacté (parvis) salies lors des interventions du titulaire ;
- Évacuation et gestion des déchets (végétaux et autres) résultant des prestations susmentionnées.

4.1.2 – Entretien des plantations des massifs plantés :

L'entretien des plantations des massifs plantés comprend la réalisation par le titulaire des prestations suivantes :

- Mise en forme du paillage au râteau et binage du sol,
- Vérification du fonctionnement du réseau d'arrosage goutte à goutte dans les parterres et du réglage de la programmation automatique en adéquation avec les besoins des plantations,
- Examen et entretien des plantes vivaces et du substrat du jardin, notamment avec désherbage si nécessaire,
- Taille éventuelle des arbustes et végétaux (élimination des vieux bois inesthétiques ou malades, au profit des jeunes pousses, avec éclaircissement de l'ensemble du sujet afin de respecter sa forme naturelle),
- Évacuation et gestion des déchets (végétaux et autres) résultant de l'exécution des prestations susmentionnées.

4.2 – Organisation et modalités de réalisation des prestations

4.2.1 – Matériels et produits utilisés par le titulaire pour la réalisation des prestations

Le matériel utilisé par le titulaire devra satisfaire aux prescriptions générales édictées par les normes françaises en vigueur.

Le titulaire devra veiller à ce qu'aucun matériau ou produit mis en œuvre ne crée de désordres chimiques ou physiques sur les plantations.

Les produits phytosanitaires devront être conformes à la législation en vigueur. Avant toute utilisation de tels produits, une fiche technique devra être communiquée par le titulaire au représentant de l'Établissement désigné à l'article 2.1 ci-avant.

Le titulaire devra également prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du public et des agents de l'Établissement, ainsi que la protection des biens immobiliers et des mobiliers pendant l'exécution de ses prestations.

4.2.2 – Délais d'exécution

Les prestations récurrentes du marché, faisant l'objet de la part forfaitaire, devront avoir lieu **entre les mois de février et de novembre inclus de chaque année**, avec une (1) intervention minimum par mois.

Les dates et jours d'intervention du titulaire sur cette période seront définis d'un commun accord entre le titulaire et l'Établissement.

Le titulaire devra pour cela proposer un calendrier annuel d'interventions à l'Établissement au plus tard dans les dix (10) jours calendaires suivant la notification du marché et ensuite au plus tard un mois avant chaque date anniversaire du marché ; ce calendrier devra être validé par écrit par l'Établissement pour être effectif.

Une fois le calendrier annuel d'interventions validé par l'Établissement, aucun changement de date d'intervention ne pourra être réalisé s'il n'a pas été validé préalablement et par écrit par l'Établissement.

Les délais d'exécution des prestations faisant l'objet de la part à commande seront définis par l'Établissement dans le bon de commande établi, en fonction de leur degré d'urgence.

4.2.3 – Consignes et accès

Le titulaire devra respecter les consignes qui lui seront communiquées par l'Établissement, en particulier en matière d'entrée et de sortie des personnes et des biens de l'Établissement.

La responsabilité du titulaire pourra être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle des entrées et des sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle des sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par son personnel. Elle pourra être également recherchée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le site de l'Établissement sera accessible au titulaire et à ses personnels, du lundi au dimanche de 07h00 à 20h30.

L'accès à l'Établissement devra faire l'objet d'une demande écrite (courriel) particulière et préalable, effectuée auprès du représentant de l'Établissement, au moins quarante-huit (48) heures avant la date d'intervention envisagée. Cette demande devra indiquer l'identité de la ou des personnel(s) du titulaire intervenant sur le site de l'Établissement ainsi que la marque, l'immatriculation, les horaires d'arrivée et de départ du véhicule.

4.2.4 – Rapports d'incidents

L'ensemble des incidents constatés par les personnels du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché devra obligatoirement donner lieu à la rédaction par ces personnels d'un rapport d'incident écrit, rédigé en français, qui devra être adressé sans délai et par voie électronique au représentant de l'Établissement.

4.2.5 – Bons d'interventions

Un bon d'intervention devra être systématiquement transmis au représentant de l'Établissement, tel que visé à l'article 2.1 ci-avant, après chaque passage des agents du titulaire sur le site de l'Établissement afin d'assurer le suivi de la bonne exécution des prestations. Cette transmission s'effectuera soit par la remise en main propre du document au représentant de l'Établissement, soit par courriel adressé au représentant de l'Établissement dans un délai maximum de trois (3) jours après la date de chaque intervention.

À défaut d'avoir reçu le bon d'intervention par voie électronique dans le délai susmentionné, le titulaire sera réputé ne pas être intervenu et pourra être sollicité par l'Établissement pour une nouvelle intervention, sans frais supplémentaires pour l'Établissement.

4.3 – Obligations relatives aux personnels du titulaire et de ses sous-traitants éventuels

4.3.1 – Qualification et habilitation

Les personnels du titulaire amenés à procéder aux interventions sur site devront posséder toutes les qualifications et habilitations requises pour la réalisation des prestations objet du marché. Le titulaire garantit l'Établissement à cet égard.

L'absence constatée de qualification et/ou de certification des personnels intervenant sur le site de l'Établissement dans le cadre du présent marché entraînera l'application de pénalités financière à l'encontre du titulaire, telles que prévues à l'article 10 du présent CCP.

4.3.2 – Formation

Le titulaire s'engage à mettre en place en faveur de ses personnels des plans de formations adaptées aux besoins liés aux prestations objet du marché et aux nécessités de qualifications et de certifications qui en découlent.

4.3.3 – Gestion du personnel

Dès la notification du présent marché, le titulaire établira la liste nominative de ses personnels amenés à intervenir sur le site de l'Établissement, qu'il transmettra au représentant de l'Établissement dans les quinze (15) jours suivant la date de notification du marché. Cette liste devra être tenue à jour par le titulaire et transmise au représentant de l'Établissement (par courriel notamment) dès qu'un changement interviendra.

Le titulaire vérifiera que l'ensemble de son personnel d'intervention dispose bien de la qualification correspondant à sa mission, ainsi qu'une bonne connaissance du site de l'Établissement, des consignes de sécurité et d'accès données par l'Établissement.

Le titulaire s'engage à assurer une stabilité de l'équipe de son personnel affectée à la réalisation des prestations de l'Établissement de façon que ce personnel dispose d'une connaissance parfaite des lieux, des modes de fonctionnement de l'Établissement et des contraintes d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage également à ce que les personnels mis à disposition de l'Établissement pour l'exécution des prestations objet du présent marché respectent le règlement intérieur de l'Établissement ainsi que l'ensemble des consignes, notamment d'accès et de sécurité, qui lui seront notamment communiqués par l'Établissement.

Le titulaire, en sa qualité d'employeur, sera le seul responsable des personnels qu'il affectera sur le site de l'Établissement.

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres, soit le mois de mars 2025 (mois « M0 »).

5.1 – Détermination des prix

5.1.1 – Partie forfaitaire

Le montant forfaitaire du présent marché figure dans l'acte d'engagement, conformément à son annexe financière, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

5.1.2 – Part à commandes

Le montant de la part à commande sera déterminé par l'application des prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) du marché aux prestations commandées par l'Établissement et réellement exécutées par le titulaire.

5.1.3 – Prix de prestations ne relevant ni de la DPGF, ni du BPU

Conformément à l'article 6.2 du présent CCP ci-après, des devis pourront également être demandés par l'Établissement au titulaire pour qu'il réalise des commandes de prestations similaires complémentaires ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires du marché.

Les prix de ces prestations seront en conséquence ceux fixés dans les devis du titulaire qui auront été dûment acceptés par l'Établissement.

5.2 – Contenu des prix

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais éventuels afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison des fournitures et matériels qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

De façon générale, les prix comprennent :

- Toutes les charges énumérées à l'article 10 du CCAG/FCS,
- L'outillage à main et tout autre outillage nécessaire à l'exécution des prestations objet du marché,
- Les moyens de communication (téléphone portable notamment),
- L'équipement de sécurité réglementaire éventuellement nécessaire (gants, chaussures, casques, harnais notamment), et les vêtements de travail éventuels,
- Les frais de déplacement sur le site de l'Établissement, de livraison et de transport aller/retour des matériels, produits et des personnels du titulaire, l'entretien, les dépannages, les réparations, les contrôles réglementaires et les assurances des matériels fournis par le titulaire, et toutes les autres sujétions, etc.,
- Et, de façon générale, tout ce qui concourt à la qualité d'exécution des prestations objet du présent marché.

Les prix seront également réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires et résultant de l'exécution des prestations, incluant notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

5.3 – Révision des prix

Les prix du présent marché (prévus à la DPGF et au BPU) seront fermes pour la première période annuelle du marché à compter de la date de sa notification.

À l'issue de cette première période annuelle et à chaque date anniversaire du marché (c'est-à-dire la date de la notification du marché), les prix pourront être révisés par le titulaire par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0,15 + (0,85) \frac{(ICHT-TS)}{(ICHT-TSo)}]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé.

P_o : Prix de base du marché au mois Mo.

ICHT-TS (Indice du coût horaire du travail, tous salaires) : Dernier indice connu à chaque date anniversaire du marché (date de notification du marché), tel que publié au bulletin INSEE (www.insee.fr) ou tout autre support de parution officiellement reconnu.

ICHT-TSo : Indice de référence retenu au mois Mo, tel que figurant au bulletin INSEE ou tout autre support de parution officiellement reconnu.

Les prix ainsi obtenus seront fermes pour la période annuelle en cours, que les coefficients des indices publiés et utilisés pour la révision soient provisoires ou définitifs.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu sera arrondi au millième supérieur. Les prix ainsi obtenus seront fermes pour toute la période annuelle concernée par la révision.

Si le titulaire souhaite faire application d'une révision des prix du marché conformément aux dispositions du présent article, **il devra adresser au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception, un courrier l'informant de son souhait de procéder à la révision des prix du marché en lui fournissant les détails et toutes les explications de ses calculs pour la révision des prix ainsi que tous les justificatifs de parution des indices utilisés pour la révision et en lui adressant les nouveaux tarifs ainsi révisés (c'est-à-dire la DPGF et le BPU mis à jour).**

Cette révision annuelle des prix du marché ne pourra intervenir que dans une période comprise entre le mois précédent la date anniversaire de la notification du marché et le mois suivant cette date. Passé ce délai, le titulaire sera réputé renoncer à une révision des prix pour la période annuelle suivante.

Les nouveaux prix et tarifs tels que révisés deviendront opposables à l'Établissement et applicables à compter de la date anniversaire du marché, sous réserve d'avoir été préalablement adressés à l'Établissement par lettre recommandée avec accusé de réception (AR) et dans les délais et conditions susmentionnés et sous réserve de la régularité des calculs opérés par le titulaire.

5.4 – Clause de sauvegarde

L'Établissement se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de révision des prix, si celle-ci conduit une augmentation des prix du marché de plus de trois pour cent (3 %).

En cas de dépassement de ce seuil d'augmentation des prix du marché et si aucun accord n'intervient entre les parties, l'Établissement se réservera la possibilité de résilier le marché sans indemnisation de la partie non exécutée du présent marché et sans que cela ne puisse donner lieu à de quelconques dommages et intérêts au profit du titulaire.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT DES PRESTATIONS

6.1 – Modalités de passation des commandes

6.1.1 – Passation de commandes sur BPU

Les commandes de prestations et matériels figurant au BPU du marché seront passées au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'Établissement par la passation de bons de commande.

Chaque bon de commande sera adressé par l'Établissement au titulaire par tout moyen de communication adapté (notamment par voie électronique ou par courrier postal).

Chaque bon de commande devra obligatoirement préciser :

- La référence du présent marché et de chaque éventuel avenant,
- Le numéro et la date de la commande qui vaut date de validité,
- L'identification de la direction ou du service bénéficiaire,
- La désignation précise et détaillée des prestations y compris les frais annexes,
- Les dates et heures limites d'exécution,
- Les conditions et l'adresse précise d'exécution,
- La détermination des quantités, le détail des prix hors taxe et le taux de TVA appliqué,
- Le montant total hors taxe (HT) de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Et le montant total toutes taxes comprises (TTC) de la commande.

Le titulaire sera tenu d'exécuter **intégralement** les commandes émises par l'Établissement, quel qu'en soit le montant, les quantités demandées et les délais fixés. Chaque commande devra faire l'objet d'une facturation séparée par bon commande émis et validé.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande aura pour point de départ sa date de notification au titulaire.

En tout état de cause, la durée d'exécution de chaque bon de commande ne pourra faire excéder la durée de validité du présent marché d'une durée de plus d'un (1) mois.

6.1.2 – Passation de commandes de prestations hors BPU (sur devis)

Des prestations complémentaires similaires non comprises dans le BPU du marché, dont l'Établissement pourrait avoir besoin, pourront faire l'objet d'une demande de chiffrage par le titulaire par voie de devis. Dans ce cas, l'Établissement sollicitera le titulaire en lui adressant une liste exhaustive des prestations à réaliser.

Le titulaire disposera d'un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de sa réception de la sollicitation de l'Établissement pour adresser, par tout moyen, son devis à l'Établissement. En cas de devis dûment accepté, l'Établissement émettra alors un bon de commande correspondant au contenu du devis, dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 6.1.1 ci-dessus.

Si le titulaire n'adresse pas de devis à l'Établissement dans le délai susmentionné, il sera réputé avoir renoncé à honorer la demande de chiffrage de l'Établissement et ce dernier pourra dès lors s'adresser à tout autre opérateur économique de son choix pour obtenir un chiffrage et procéder à l'exécution des prestations concernées.

6.2 – Modalités de règlement des prestations

Les sommes qui correspondent aux prestations commandées sur BPU et réellement exécutées par le titulaire seront acquittées par l'Établissement après constatation du service fait et sur présentation de factures établies par le titulaire.

Il en sera de même pour les sommes dues au titre de la réalisation prestations ne faisant pas partie du BPU, commandées par l'Établissement sur devis dûment accepté par ce dernier et réellement exécutées par le titulaire.

Les règlements interviendront sur présentation par le titulaire d'une facture.

Chaque facture du titulaire portera obligatoirement, outre les indications légales, les indications suivantes :

- La désignation de la personne publique contractante,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références (n° et date) du marché et de chaque avenant éventuel,
- Les références de la direction ou service bénéficiaire,
- Les références (n° et date) du bon de commande,
- Les désignations et les quantités des prestations réalisées,
- Les prix unitaires en vigueur à la date de la commande,
- Les montants HT des prestations et matériels,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC des prestations,
- La date et le numéro de la facture.

Les factures devront obligatoirement porter la référence du marché (n° 2025-008) et être adressées à l'Établissement de façon dématérialisée sur le portail « **CHORUS PRO** » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le numéro de SIRET de l'Établissement (N°130 002 728 00017) et le numéro d'engagement de la dépense présent sur le bon de commande ou préalablement communiqué par l'Établissement. Aucun code service n'est à saisir.

Le comptable assignataire chargé de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

6.3 – Délai global de paiement

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique relatives au délai global de paiement, les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve que l'Établissement ait bien attesté d'une réalisation des prestations objet de la facture conforme aux prescriptions du présent marché.

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de défaut de paiement dans le délai visé ci-dessus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

6.4 – Acceptation du montant de la facture

L'Établissement vérifiera le montant indiqué sur la facture du titulaire et le complètera éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités à appliquer et/ou les réfections éventuelles.

Le montant définitif à régler au titulaire sera arrêté par l'Établissement. Il sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire sera réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

6.5 – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'Établissement, le paiement sera effectué par virement bancaire, sur la base provisoire des sommes admises par l'Établissement, déduction faite des éventuelles pénalités dues et/ou autres réfections à déduire.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux dispositions du marché.

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées au moment même de l'exécution des prestations, conformément aux dispositions des articles 27 à 30 inclus du CCAG/FCS.

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives, permettant de vérifier la bonne exécution des prestations, seront effectuées par le représentant de l'Établissement tel que visé à l'article 2.1 ci-dessus du présent CCP ou par toute autre personne habilitée.

En l'absence de réserves émises par l'Établissement, ces vérifications seront considérées comme conformes et seront admises comme telles.

Lors de ces vérifications, le titulaire aura la faculté de s'y faire valablement représenter.

En cas de rejet des prestations pour non-conformité, constatée par l'Établissement, aux prescriptions prévues aux pièces du marché et au bon de commande, le titulaire sera tenu de procéder sur le champ à la bonne exécution desdites prestations.

À la suite des vérifications qualitatives et quantitatives, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations seront prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS par le représentant de l'Établissement.

ARTICLE 8 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

8.1 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution de chaque prestation objet du présent marché seront précisés conformément aux dispositions de l'article 4.2.2 du présent CCP.

8.2 – Prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire sera dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'Établissement ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Établissement prolongera le délai d'exécution.

Le titulaire devra signaler à l'Établissement toutes les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. À défaut, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité de retard, telle que prévue à l'article 10 ci-après du présent CCP.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire s'engage à contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Établissement (comprenant ses biens mobiliers, immobiliers et son personnel) et des tiers, victimes d'accidents et/ou de dommages, directs et indirects, matériels et corporels, causés par le titulaire et ses préposés dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire sera également seul responsable et devra assumer seul les conséquences de tout dommage causé à son personnel et à son matériel, ceux de l'Établissement ou à des tiers, du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

À la notification du présent marché et conformément aux dispositions du règlement de la consultation, le titulaire a d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Établissement une nouvelle attestation d'assurance en vigueur si la durée de validité de l'attestation transmise initialement est inférieure à la durée du marché, de façon que l'Établissement dispose d'une attestation valide pendant toute la durée du marché. La nouvelle attestation d'assurance en vigueur devra être transmise par le titulaire à l'Établissement au plus tard dans les quinze jours calendaires suivant la date de fin de validité de l'attestation initiale.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution du marché, sur demande de l'Établissement, le titulaire sera tenu de lui remettre une attestation d'assurance émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de l'Établissement (par courrier postal simple).

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements résultant de son exécution des prestations et ne pourra exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire aura notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles en vigueur (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il sera tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers. Il demeurera responsable de ces accidents et il sera tenu, en outre, de garantir l'Établissement de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, aucune exonération de pénalité ne sera applicable ni aucun plafond maximal. Les pénalités financières prévues au présent article seront cumulables entre elles.

10.1 – Pénalité de retard

En cas de retard du titulaire dans l'exécution des prestations, selon les délais fixés dans le présent CCP et/ou dans les bons de commande, le titulaire pourra encourir, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation du retard par l'Établissement, une pénalité financière forfaitaire de deux cents euros (200 €) par jour ou heure de retard constaté par l'Établissement. Toute journée/heure de retard entamée est due.

Les retards répétés constatés dans l'exécution des prestations pourront entraîner la résiliation du présent marché par l'Établissement, sans indemnité et sans préavis, aux torts exclusifs du titulaire.

10.2 – Autres pénalités

Par ailleurs, le titulaire pourra encourir, sans mise en demeure préalable et par infraction constatée, une pénalité financière forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) en cas de :

- Absence de désignation par le titulaire de son représentant (responsable technique) dans les délais prévus au présent CCP ;
- Absence de remise à l'Établissement de la liste de ses personnels intervenant sur le site de l'Établissement ou absence de fourniture de la mise à jour de cette liste ;
- Absence de qualifications des personnels affectés à la réalisation des prestations ;
- Non-fourniture dans les délais de l'attestation annuelle d'assurance ;
- Non-déclaration préalable d'une sous-traitance ;
- Non-fourniture, dans les délais, des documents visés à l'article 13 ci-après du présent CCP.

ARTICLE 11 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

11.1 – Retenue de garantie

Le titulaire sera dispensé de constituer une retenue de garantie.

11.2 – Avance

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG/FCS s'appliqueront (avance, option A).

Dans la mesure où le montant forfaitaire du marché ou celui d'une commande valablement émise au titre de la part à commande dépasserait la somme de cinquante mille euros hors taxe (50 000 € HT), une avance, telle que prévue aux dispositions des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique, sera versée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Son montant en prix sera égal à cinq pour cent (5 %) ou à trente pour cent (30%) de ces montants toutes taxes comprises si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Si une partie du marché est sous-traitée, le montant initial toutes taxes comprises du marché sera diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

L'avance sera versée au titulaire et remboursée par ce dernier, conformément aux conditions du code de la commande publique.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra cependant sous-traiter que l'exécution de certaines parties de son marché.

La sous-traitance totale est interdite. Une sous-traitance partielle reste possible, mais elle ne pourra pas porter sur les prestations principales, objet du présent marché.

Le titulaire demeurera, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des stipulations du marché.

Le titulaire du présent marché qui voudrait sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations devra demander par écrit à l'Établissement d'accepter, préalablement à tout commencement d'exécution, chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par l'Établissement, ce dernier notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché devra faire connaître à l'Établissement le nom et les coordonnées (adresse électronique et téléphone) de la personne physique habilitée à représenter le ou les sous-traitant(s).

Le titulaire engagera sa responsabilité auprès de l'Établissement en cas de non-déclaration préalable à tout commencement d'exécution de prestations du ou des sous-traitants auxquels il souhaite faire appel.

Le titulaire encourra également dans ce cas une pénalité financière, telle que visée à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 13 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-7, R. 2343-9 et R. 3123-18 du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir à l'Établissement, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats démontrant qu'il ne rentre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics prévus au code de la commande publique et qu'il respecte l'ensemble des obligations fiscales et sociales lui étant applicables.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité financière à son encontre, conformément aux dispositions de l'article 10 du présent CCAP.

Le marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du titulaire en cas de non-remise de ces documents, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

14.1 – Principes et conditions de résiliation

Outre les cas prévus aux articles 38 à 43 du CCAG/FCS, le présent marché pourra être résilié, aux torts exclusifs du titulaire, en raison de défaillances du titulaire jugées incompatibles avec la bonne exécution des prestations objet du présent marché et en particulier :

- En cas de refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du présent CCP) ou de mauvaises exécutions (non conformes) répétées,
- En cas d'exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- En cas de non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché,
- En cas de non-remise des attestations fiscales et sociales prévues au présent marché.

Par ailleurs, le présent marché sera également résiliable par l'Établissement, à tout moment et pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire, par une décision de résiliation en respectant un délai de préavis de six (6) mois à compter de la date de la décision.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire en compensation de son éventuel préjudice.

Enfin, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire à l'encontre du titulaire du présent marché, devra être notifié immédiatement à l'Établissement par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception comprenant les noms et coordonnées des administrateurs et liquidateurs désignés. Il devra en être de même de tout jugement ou décision de justice susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Établissement adressera alors à l'administrateur ou au liquidateur désigné une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée par l'Établissement. Ce délai d'un mois pourra être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus. Elle n'ouvrira droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14.3 – Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

En cas de résiliation effective du présent marché, l'Établissement pourra exiger du titulaire :

- La remise des prestations en cours d'exécution ainsi que des matières et des objets détenus par le titulaire en vue de l'exécution du marché ;
- La remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au présent marché ;
- L'exécution des mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'Établissement en informera le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article sera appliqué aux frais du titulaire.

ARTICLE 15 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire par décision de l'Établissement, ce dernier se réservera le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Une exécution aux frais et risques du titulaire pourra notamment être réalisée sur décision de l'Établissement en cas de :

- Refus d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché ou non-conformité répétée dans l'exécution des prestations par le titulaire,
- Exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché,
- Non-remise à l'Établissement des attestations fiscales et sociales du titulaire prévues à l'article 13 du présent CCP.

L'Établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du présent marché prononcée aux torts du titulaire dans les cas précisés à l'article 14 ci-dessus.

S'il n'est pas possible à l'Établissement de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent marché, il pourra y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Établissement.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

ARTICLE 16 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

L'Établissement ayant reçu les labels « Diversité » et « Égalité », il accorde une importance aux questions d'égalité et de diversité professionnelles et s'est engagé dans une démarche de respect de ces valeurs.

Il souhaite en conséquence que ses cocontractants se soucient également de ces valeurs.

L'Établissement s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. L'Établissement s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, l'Établissement souhaite mobiliser ses cocontractants afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il sera demandé au titulaire de tout marché public conclu avec l'Établissement de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par l'Établissement.

Ce questionnaire ne sera exigé que du seul titulaire du marché. Il prendra la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si l'Établissement lui en fait la demande. Celle-ci pourra intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'Établissement comparera alors la situation décrite à celle présentée initialement.

ARTICLE 17 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution du présent marché, l'Établissement et le titulaire pourront recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au présent marché, dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agira comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en auront exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable n'interrompra pas le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'Établissement sur l'avis du comité.

En cas de règlement amiable impossible, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution du marché seront jugées par le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 18 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 2.2.2 (Remplacement du responsable technique du titulaire) déroge aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG/FCS.

L'article 5.3 (Révision des prix) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG/FCS.

L'article 10 (Pénalités) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 14 (Résiliation) du présent CCP déroge aux dispositions des articles 38 à 43 du CCAG/FCS.

L'article 15 (Exécution aux frais et risques du titulaire) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

L'article 17 (règlement des différends) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS.